



CPI : Ou comment pisser dans un violon

Description

Le 21 novembre 2024, à la suite d'une « enquête » pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, la Cour pénale internationale a provoqué un tollé général en lançant des mandats d'arrêt contre deux hauts responsables israéliens, Benyamin Netanyahu le Premier ministre d'Israël et Yoav Galant, l'ancien ministre de la Défense d'Israël. La CPI s'est également fendu d'un mandat d'arrêt contre le commandant militaire du Hamas, Mohammed Deif, tué selon Israël dans une frappe israélienne le 13 juillet 2024, un mort vivant, sans certificat de décès, "que même s'il est mort il est vivant". Personne ne saura si la Cour a été en possession ou non d'un certificat de décès du mort vivant. Ressusciter Deif était pour la Cour une manière astucieuse d'esquiver une condamnation ferme du Hamas.

Depuis trois années la CPI n'avait rien foutu. Il y avait pourtant de quoi bosser vu le cheptel de criminels ou de dictateurs, d'assassins ou d'éventreurs, de violeurs ou d'infanticides visibles à l'œil nu dans les stocks de l'Iran et de la Palestine, deux états membres privilégiés de la Cour, de même que dans les stocks des multiples conflits internationaux où l'on a le droit de tuer gratis pourvu que l'on n'ait pas prêté allégeance à la CPI.

La Cour peut assister derrière les yeux d'une caméra, à l'extermination d'une population par son propre gouvernement sans intervenir si le pays criminel n'est pas un état membre. Pour être membre du club et devenir un gentil organisateur, il faut apposer une signature sur les labyrinthes des lois bidons qui régissent une bande de saltimbanques dirigés par la libellule Tomo Akane sans pouvoir, et par un procureur haineux et antisémite.

Le procureur c'est Karim Khan, un individu au passé douteux dont l'élection à la CPI ne faisait pas consensus, "Il aurait été placé, selon « The Guardian », sur l'insistance du gouvernement kenyan. Le quotidien ajoute qu'en 2016, le retrait des charges contre William Ruto, dont il était l'avocat, avait été alors décrit comme lié à des ingérences politiques et des pressions sur les témoins, des éléments à l'égard desquels Karim Khan explique, au cours de sa campagne, qu'il a fait son possible pour les empêcher" * mon cul !

De plus, une enquête est en cours contre Karim Khan accusé d'abus sexuel et d'avoir voulu museler la victime. Le 11 avril 2022, son frère Ahmad Khan a été reconnu coupable d'avoir agressé sexuellement

un garçon de 15 ans. Suite à ces condamnations, des avocats britanniques (L'association UK Lawyers), accusent la CPI de « tromperie », et remettent en cause l'intégrité du procureur Karim Khan. En résumé, la chambre préliminaire, ses juges, dont le juge français Nicolas Guillou, et l'ensemble de la CPI se sont couchés face à un individu véreux sans dire un mot...

Planqués dans les luxueux locaux de la Haye, les renards de la CPI, se sont jetés sur Israël, une proie facile, qui lutte contre 7 fronts à la fois pour défendre sa seule existence. Les responsables de la Cour connaissent mieux que quiconque l'éthique de Tsahal qu'ils ont aussi condamné à travers la condamnations de leurs chefs. A l'instar de l'ONU, cette Cour est un proxy des pays terroristes comme la Palestine ou l'Iran, deux fleurons de ses états membres. L'Iran dont la police des mœurs fait régner la terreur, présidera t-il un jour un forum de la CPI comme il avait présidé le forum social du Conseil des droits de l'homme de l'ONU ? Tant qu'à faire ? La condamnation inadmissible de deux responsables israéliens d'un pays démocrate, ne laisse aucun doute sur l'idéologie anti « sioniste » majoritaire au sein de la CPI.

Cette cabale antisémite a condamné les dirigeants israéliens en refusant de consulter un nombre important de rapports d'experts qui les innocentent. Cela les démangeait depuis longtemps. Ils rêvaient tous depuis le 7 octobre de se payer Israël en lançant un mandat d'arrêt contre Bibi Netanyahou. C'est le premier mandat d'arrêt contre le chef d'une démocratie incontestable et contre un gouvernement allié occidental majeur. Les responsables de cette ignominie viennent d'offrir une voie royale au terrorisme international.

Le caca nerveux de la CPI n'a fait que provoquer des sanctions prévues à l'égard de ses responsables et de ses membres par l'administration Trump, telles que le gel des avoirs des fonctionnaires et des juges de la CPI, des restrictions sur les visas avec l'interdiction d'entrer aux États-Unis, des sanctions civiles et pénales concernant les citoyens ou entités américains (comme Amal Alamuddin Clooney), qui ont fourni leur soutien aux fonctionnaires de la Cour, des sanctions à l'encontre des pays qui coopèrent aux enquêtes de la CPI, le ciblage des experts juridiques et des avocats. etc. Ces sanctions tendent à dissuader la coopération internationale avec la CPI et à l'isoler. Autant dissoudre ces organisations internationales obsolètes qui coûtent des milliards d'euros et qui ne servent à rien.

Et maintenant ? Quel a été l'intérêt de ce Muppet Show ? Aucun pays allié ne respectera cette décision politique et sans conteste antisémite. Bibi Netanyahu pourra circuler librement dans les pays alliés et dans d'autres pays qui ont adressé leurs blâmes à cet autre Grand Machin que le Général aurait détesté. Les vrais démocrates boivent du petit lait. Ils souhaitent que les sanctions réservées à la Cour soient appliquées avec le même acharnement qu'elle a manifesté en sanctionnant une démocratie libre et lumineuse face à un obscurantisme barbare.

Finalement, la CPI n'a fait que pisser dans un violon.

Silvia Oussadon Chamszadeh

Dessin d'Alex Rohanne

***sources wikipedia**

Categorie

1. Édito

date créée

30 novembre 2024